



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Département de l'environnement

Luxembourg, le 3 décembre 2018

24^{ème} session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), 14^{ème} session de la réunion des Parties au Protocole de Kyoto et 3^{ème} partie de la 1^{ère} session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris

Segment de haut niveau

Discours de Son Altesse Royale le Grand-Duc

Monsieur le Président,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Mes remerciements s'adressent tout d'abord à la République de Pologne et à ses représentants pour tous les efforts qu'elle a accomplis aux fins de contribuer au succès de la COP24. Je vous félicite tout particulièrement pour l'élaboration de trois projets de déclarations abordant des sujets aussi essentiels que l'électromobilité, les forêts et la transition équitable. En effet, il me paraît très opportun d'insister sur le volet social ainsi que le caractère équitable et solidaire de la transition écologique dans tous nos pays. Son acceptation et partant, son succès en dépendent.

Monsieur le Président,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Ne nous voilons pas la face. Trois ans après l'adoption de l'Accord de Paris, nous abordons ce défi central pour l'humanité qu'est la lutte contre le changement climatique dans une posture qui se fragilise de mois en mois.

L'évolution récente montre qu'il peut y avoir un gouffre entre l'objectif partagé en commun et la réalité sur le terrain qui se dégrade à vitesse grand V.

Une année après notre dernier rendez-vous à Bonn, le constat est double :

- D'un côté, les concentrations de CO₂, de méthane et des autres gaz à effet de serre dans l'atmosphère continuent d'augmenter et le pic des émissions mondiales n'est pas encore atteint. Nous n'avons donc pas réussi à renverser la tendance, malgré les innombrables initiatives entreprises depuis quelques temps.

- De l'autre, les conséquences du changement climatique s'intensifient et se multiplient : la sécheresse dans certaines régions de l'Afrique, les terribles intempéries en Méditerranée, ou encore les incendies meurtriers en Californie pour ne citer que ces exemples.

Face à cette réalité et surtout, tant qu'il est encore temps, nous devons redoubler nos efforts et relever notre niveau d'ambition général. Limiter le réchauffement planétaire à tout au plus un degré Celsius et demi, seuil qui permettrait vraisemblablement d'éviter les conséquences les plus graves, implique une réduction des émissions mondiales de près de la moitié d'ici 2030. La neutralité climatique devra être atteinte vers 2050. Nos concitoyens, nos entreprises, la société civile toute entière qui ont pris acte avec appréhension du dernier rapport du GIEC, il y a deux mois, s'attendent à un message déterminé et rassurant de notre part à l'issue de cette conférence.

Il est dès lors impératif que la Conférence des Parties aboutisse, à la fin de la semaine prochaine, à deux résultats concrets.

- 1) Tout d'abord l'adoption des règles de mise en œuvre de l'Accord de Paris. Ces règles permettront à chaque Partie d'exposer en toute transparence ses actions climatiques et ses contributions à l'effort de solidarité internationale.
- 2) Et puis, c'est un message de confiance et de détermination qui devra également se dégager du « Dialogue de Talanoa », initié à la COP23 sous présidence fidjienne. Le Dialogue de Talanoa nous offre à nous tous l'opportunité de lancer dès maintenant le mécanisme d'ambition qui est au cœur de l'Accord de Paris. Saisissons la!

Mon pays reste pleinement mobilisé. Je voudrais mettre en exergue l'introduction récente de standards à consommation d'énergie quasi nulle pour toute nouvelle construction de bâtiment ou encore les efforts en matière de promotion de la mobilité électrique et des transports collectifs, sachant que la sortie progressive des énergies fossiles dans le domaine des transports sera inévitable. Mais il nous incombe à nous aussi d'accélérer le pas et de nous montrer plus ambitieux : mon pays doit aussi en faire

d'avantage afin d'être en ligne avec l'objectif de limiter le réchauffement climatique au minimum.

Accélérer la transition vers une économie durable implique le transfert conséquent d'investissements vers des alternatives à zéro émission. Pour ce faire, les investissements publics doivent constituer un effet de levier pour d'autres sources de financement provenant du secteur privé. Le Luxembourg pour sa part s'est d'ores et déjà doté d'une feuille de route de la finance durable. Nous maintiendrons également notre politique de solidarité envers les pays les plus vulnérables : notre contribution financière augmente d'année en année et viendra s'ajouter à notre aide publique au développement.

Monsieur le Président,

Ce qui nous unit aujourd'hui à Katowice est notre devoir commun d'agir, de mettre en œuvre, tous ensemble, l'Accord de Paris. Je suis convaincu que la COP24 peut être un succès, en dégagant une réponse à la hauteur du défi. En d'autres mots, un nouvel élan vers une hausse de l'ambition collective, avant même l'année 2020.

Je vous remercie de votre attention.